

## RÉSORPTION DU COMMERCE INFORMEL

## Plus de 600 sites «nuisibles» éliminés

**Plus de 600 sites de commerce informel «nuisibles» ont été éliminés, selon le ministre du Commerce qui prévoit que plus de 38 000 vendeurs informels seront installés sur des sites nouveaux d'ici le mois de juillet 2013.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Invité hier de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, Mustapha Benbada a indiqué que sur les 1 520 sites de commerce informel recensés par les services du ministère du Commerce, plus de 600 ont été éliminés jusque-là, soit plus de 42%. «C'est un taux appréciable», relève-t-il, dans la mesure où «l'on a éliminé les sites les plus nuisibles à l'activité économique et à l'environnement» et au regard de «l'acceptation totale par la population de cette opération».

Faisant état d'une «approche d'accompagnement de ces acteurs en leur offrant des sites en contrepartie», Mustapha Benbada indique que près de 8 000 intervenants ont déjà été installés sur des sites nouveaux.

Selon l'invité de la radio, un programme visant à installer 38 000 agents sur des sites nouveaux est en cours. «Nous allons bientôt installer 7 000 jeunes», a indiqué Mustapha Benbada qui précise que le nombre d'intervenants à redéployer au niveau des sites lancés est de 11 000 agents.

«A partir de janvier prochain, le nombre d'intervenants à redéployer dans les sites à lancer sera de 20 189 jeunes. A ce propos, le problème financier a été réglé», a

souligné le ministre du Commerce.

Ainsi, 38 659 intervenants sont en cours de redéploiement et «l'opération bat son plein», a affirmé M. Benbada qui escompte que l'installation sur les sites nouveaux sera achevée d'ici le prochain mois de Ramadan, attendu en juillet 2013. «Je crois que d'ici là, nous aurons réglé la majorité (des cas) sur sites à travers un redéploiement immédiat ou à moyen terme», ajoute-t-il.

## Plus de 18 milliards de dinars mobilisés

En ce sens, il rappelle qu'une enveloppe de 4 milliards de dinars a déjà été libérée à travers les services du ministère de l'Intérieur pour la résorption du commerce informel.

En outre, le ministère du Commerce mettra avant la fin de l'année une enveloppe de 10 milliards de dinars à la disposition des collectivités locales. Il y a également une enveloppe de 4,3 milliards de dinars réservée à la dernière phase (du programme) des 100 locaux par commune qui vont être transformés en marchés de proximité, en marchés couverts», a précisé Mustapha Benbada.

«Le gouvernement est disposé à mettre à la disposition des collectivités locales les enveloppes



Photo : Samir Sid.

Des emplacements vont être réservés aux vendeurs ambulants.

nécessaires pour résorber tous les sites informels», dira le ministre du Commerce.

## L'opération n'est pas conjoncturelle...

Certes, le problème du retour de certains vendeurs sur leurs sites d'origine existe, reconnaît Mustapha Benbada qui estime qu'il «faut être vigilants, attentifs surtout si l'on met des solutions de rechange».

Pour autant, «si l'on applique réellement le programme d'investissements dans la réalisation d'infrastructures commerciales, il n'y a pas de raison pour que ces gens

reviennent à s'adonner à ces pratiques», a assuré le ministre du Commerce. Or, cette opération lancée contre le commerce informel n'est pas conjoncturelle mais continuera dans le temps, a affirmé Mustapha Benbada qui indique qu'elle a été entamée depuis la fin 2010 et pas seulement en août 2012. A ce propos, il précise qu'un travail de recensement a permis d'identifier plus de 70 000 intervenants sur 750 sites.

«Malheureusement, en une année et demie, le nombre de sites informels a doublé. A la fin août 2012, l'on recensait 1 520 sites», déplore-t-il. Pourtant, 228

sites ont pu être traités et éliminés entre 2010 et 2012 et 300 sites ont été traités en un mois, a relevé le ministre du Commerce. Se prévalant du fait que «la volonté est là et la mobilisation de tous les agents de l'Etat (est) portée à son maximum», Mustapha Benbada note que «l'opération est lancée et la question sera réglée dans les mois à venir».

## La vente ambulante sera organisée

Et cela même si la lutte contre l'informel contribue à une réduction certaine de l'offre en produits frais notamment, ainsi qu'à une hausse des prix. A ce propos, le ministre du Commerce indique qu'une directive a été envoyée aux walis dans le but de réserver des emplacements aux vendeurs ambulants de fruits et légumes qui s'approvisionnent au niveau des marchés de gros.

Selon Mustapha Benbada, ces vendeurs ambulants pourront mettre à la disposition des citoyens des produits à des prix abordables en augmentant l'offre sur le marché.

Et cela dans le contexte où «nous avons pris beaucoup de retard dans la réalisation des marchés couverts au niveau des nouvelles cités. Le nombre d'infrastructures commerciales est très réduit», reconnaît le ministre du secteur.

C. B.

LE MOUTON DE BRUXELLES  
FACE À LA DETRESSE  
DE SON COUSIN D'ALGÉRIE

## Les bergers

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Des Pyrénées, des Ardennes, ou des Alpes, son prix dans cette dernière ligne droite d'avant le rite de l'abattage varie entre 150 et 250 euros (ici, les banques sont elles-mêmes les cambistes, point n'est donc besoin de sombrer dans les calculs à n'en pas finir du square d'Alger). Il s'agit, évidemment, du prix du mouton. Les plus fûtés parmi les musulmans d'ici l'obtiendront encore moins cher. L'argent préempté depuis quelques semaines chez un fermier de Wallonie ou de Flandre, il ne leur coûtera pas plus de 80 à 100 euros. Le jour du sacrifice, l'éleveur belge mettra à disposition des acheteurs son hangar, transformé pour l'occasion en abattoir alors que le sacrificateur, bénévole, pourra commencer son travail en toute tranquillité, hygiène et découpe de la viande garanties. Les fermiers belges qui ont choisi ce filon connaissent, présentement, tout du rite sacrificiel et ne sont jamais en reste. Les pouvoirs publics, ici, les communes, les municipalités d'un mot ce que l'on appelle chez nous par le vocable Assemblée populaire communale, veillent au grain, dans les fermes ou ailleurs dans les abattoirs classiques. Tout se déroule selon la tradition musulmane et dans le respect de la réglementation. Il est vrai que les bourgmestres (maires en France, présidents d'APC en Algérie) dont la population est en majorité d'obédience musulmane redoublent d'ingéniosité pour que l'Aïd El Adha des musulmans se passe bien, dans la joie, la piété et l'ordre. Et c'est ce qui se passe, le plus normalement et le plus naturellement. Pas de pendants publics, ni d'épiceries transformées en cages à agneaux, ni de combats de moutons clandestins, ni de séances de torture à l'encontre des pauvres animaux. Aucune scène de tueries sauvages, de vue de sang, de «kbech» malmenés et d'agression à l'arme blanche contre mouton désarmé. Si Abraham a consenti à sacrifier son fils Ismaïl pour permettre à l'humanité de passer d'un stade sauvage (sacrifice humain) à un autre plus humain en immolant un animal plutôt qu'un descendant direct, les pratiques du rite sacrificiel devraient, c'est le moment d'avoir une réflexion à ce niveau, emprunter à l'esprit de Ibrahim El Khalil. Le cérémonial de l'abattage à Bruxelles, les prix démocratiques à l'achat du mouton ou de l'agneau, le respect des règles d'hygiène dans le rite sacrificiel et la présence à tous les échelons des pouvoirs publics pour accompagner les musulmans dans l'accomplissement de cet acte, tout cela prouve que pour accéder au stade de citoyen, il faut que les Algériens tuent la bête qui est en eux.

A. M.

PROCÈS DE L'ASSASSINAT  
DE L'ENTREPRENEUR HEND SLIMANAPeine capitale et perpétuité requises  
à l'encontre des principaux accusés

**Dans son long réquisitoire, le procureur de la République a prononcé un lourd réquisitoire à l'encontre des principaux mis en cause dans l'affaire de la tentative de kidnapping puis de l'assassinat de l'entrepreneur Hend Slimana. Après avoir longuement plaidé la solidité du dossier et le respect de la procédure judiciaire durant toutes les étapes de l'instruction, insistant sur l'implication prouvée et étayée de chacun des accusés dans les faits qui leur sont reprochés.**

Moult subterfuges et dénégations ont été invoqués par T. Y., H. S. et leurs autres complices concernés par l'un des principaux chefs d'inculpation, à savoir association de malfaiteurs.

Selon le représentant du ministère public, chacun a joué un rôle et apporté sa contribution dans ce que ce dernier et les avocats de la partie civile ont qualifié de véritable entreprise criminelle.

Le procureur, qui démontrera par le menu détail les arguments et la stratégie de défense des accusés qui se sont évertués durant la première journée du procès à revenir sur leurs déclarations devant le juge d'instruction, demandera l'application maximale de la loi à l'encontre de tous les

accusés. Ainsi, la peine capitale a été requise contre les principaux mis en cause au nombre de dix dont T. Juba, T. Boussad, I. Sofiane, I. Hacène, H. Sadek, ainsi qu'à l'encontre des deux prévenus en fuite. La perpétuité a été requise à l'encontre de B. Mohand. Vingt ans d'emprisonnement assortis d'une amende de 5 millions de dinars ont été requis contre un prévenu par le représentant du ministère public qui a demandé la saisie de tous les biens en possession des prévenus.

Dans la matinée, les avocats de la partie civile ont demandé au juge de prendre acte de la déclaration faite devant le tribunal par l'un des accusés, H. Sadek en l'occurrence, sur l'implication de trois individus dont les noms n'apparaissent pas dans les diffé-

rentes étapes de l'instruction.

M<sup>e</sup> Zaidi demandera qu'il soit tenu compte de ladite déclaration, et ce, pour un dépôt de plainte éventuel auprès du parquet d'Azazga, territorialement compétent dans l'instruction du dossier.

Les avocats de la défense des intérêts des ayants droit de la victime se sont attardés, dans leurs plaidoiries, sur les raisons de la dégradation de la situation sécuritaire dans la région ciblée par des kidnappings à répétition et sur les ratés des actions des différents services de sécurité.

«Il ne s'agit pas d'un problème de compétence, mais d'un manque de volonté politique», tranchera M<sup>e</sup> Mokrane Aït Larbi pour souligner la persistance du climat sécuritaire délétère dans la région.

S. Aït Mébarek

BOUMERDÈS  
Un terroriste  
éliminé à Laâzib

Les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), en ratissage dans la nuit de lundi dans le massif montagneux de Sidi-Ali-Bounab dans la wilaya de Boumerdès, ont éliminé un terroriste d'Aqmi.

Les forces de l'ANP ont récupéré, lors de cette opération, une arme automatique. Pour l'heure, le terroriste n'a pas encore été identifié.

Abackhi L.